

LOUISA HANOUNE A PROPOS DES LISTES DE CANDIDATS

"Priorité aux femmes"

Le Parti des travailleurs présente 163 candidates femmes sur l'ensemble des candidatures dont 16 têtes de liste, soit un taux de 40% du nombre total de candidats à la députation. "C'est une question d'égalité des chances", a estimé Louisa Hanoune qui, par cet état de fait, tient à démontrer que l'aspiration à l'égalité est partie prenante au sein de sa formation. Elle sait que les femmes représentent plus de la moitié de l'électorat, elle tente alors le pari difficile en allant récupérer cette majorité silencieuse.

Ilhem B. Tir - Alger (Le Soir) - S'exprimant sur les ondes de la Chaîne III, à l'occasion de son passage à l'émission "En toute franchise", la secrétaire générale du Parti des travailleurs, Mme Louisa Hanoune, a précisé que la présentation d'un nombre

important de femmes comme candidates a été recommandée à toutes les wilayas par la direction nationale du parti et que malgré les nombreux problèmes recensés tels que les contraintes familiales, le PT a réussi quand même à présenter 163 femmes et à



placer 16 d'entre elles comme têtes de liste, ce qui reste en soi un pas important dans la vie politique du pays. "Là où elles ne sont pas premières,

elles sont classées deuxièmes, sauf pour une liste où une candidate est classée troisième", précise Mme Hanoune avant d'ajouter : "C'est l'ancien système politique qui a imposé le code de la famille et par conséquent la régression de la femme."

Par ce choix, Louisa Hanoune essaye le "positionnement" politique en tablant sur un électoral potentiel dont personne n'est en mesure de situer les tendances de vote. En ciblant les femmes et les jeunes, le PT brigue "la force politique majeure", en misant sur des gains immenses. Les listes finales du PT sont connues

désormais et Mme Hanoune va conduire la liste d'Alger. Par ailleurs, l'opération de dépôt des listes s'est déroulée dans de bonnes conditions, selon la SG du parti.

La direction nationale du parti a eu à chapeauter le processus de sélection selon les critères dégagés par le dernier congrès du parti. Pour ce qui est de la campagne électorale, le PT prendra à cœur les revendications sociales et économiques. Louisa Hanoune aura à dénoncer les privatisations et la stratégie de Abdelhamid Temmar laquelle elle ne ratera aucune occasion pour le fustiger. En sillonnant le

territoire national, Mme Hanoune n'hésitera pas à défendre les cadres et les dirigeants d'entreprises nationales "victimes de leur dévouement", disait-elle comme Ali Aoun, ex-patron de Soidal. Elle estime qu'il s'agit d'une cabale destinée à saper les fondements de l'entreprise publique.

Louisa Hanoune aura à présenter aux citoyens les 20 engagements de son parti qui caractérisent le nouveau programme s'appuyant sur l'égalité des droits, la défense des entreprises et des acquis nationaux ainsi que la production nationale.

I. T.

POINT DE VUE

Elections, l'Islam politique ou l'histoire du Petit Chaperon rouge

Est-ce en liaison avec les prochaines élections législatives ou pour préparer l'élection présidentielle de 2009 que le MSP a organisé une rencontre des islamistes arabes pour discuter de leur participation au pouvoir ?

Pourquoi une rencontre en Algérie

Que tout ce beau monde venu des pays arabes plaide en faveur d'une prise totale du pouvoir par la voie des urnes "là où la compétition politique et électorale est libre", précise le représentant des islamistes koweïtiens, ne constitue nullement un fait nouveau. La vraie question est de savoir pourquoi le MSP a organisé une telle rencontre en cette période précise et pourquoi avoir choisi l'Algérie comme lieu de rencontre. A priori, les islamistes du monde arabe ont dû y confronter leurs expériences, débattre de leur rapport aux autres partis non islamistes et définir la meilleure stratégie possible de conquête du pouvoir. Quant au choix de l'Algérie, il a dû obéir à plusieurs raisons. D'abord, excepté le Soudan (l'Irak est un cas à part), c'est le seul pays arabe où les islamistes sont associés au pouvoir, et ce, bien que M. Soltani ait affirmé le contraire, à savoir que le MSP est au gouvernement "mais pas au pouvoir". Si c'est le cas, il faudra qu'il explique pourquoi le MSP ne quitte pas un exécutif dont il ne veut pas être comptable de la politique menée. Et nous expliquer

les raisons qui le poussent à rester au gouvernement et dans l'Alliance présidentielle, avant de déclarer, sans rire, comment il peut, d'une part, avoir "un pied qui sera à 70% dans l'opposition et l'autre à 30% dans l'Alliance et le gouvernement" ! Ensuite, il se peut que les islamistes arabes considèrent l'Algérie comme le maillon faible, celui où il sera possible de parvenir au pouvoir par les urnes après l'échec de l'ex-FIS en 1991-92. Enfin, il n'est pas inintéressant de relever que cette manifestation ne pouvait avoir lieu sans l'aval du pouvoir politique dont fait partie le MSP.

La conversion à la démocratie ou l'imposition des islamistes

Le plus remarquable dans cette rencontre des islamistes arabes c'est leur apparente conversion à la démocratie. Bien avant les attentats du 11 septembre 2001, ils avaient adopté une rhétorique démocratique et fait le choix des urnes, alors que jusque-là ils stigmatisaient la démocratie comme étant contraire aux valeurs islamiques, sans toutefois renoncer à instrumentaliser le religieux pour parvenir à leurs buts. Ils se sont mués en défenseurs des valeurs démocratiques et des libertés. Contrairement aux salafistes, ils sont très attentifs aux évolutions du monde. Ils sont alors mondialistes quand ça correspond à leurs buts ou partisans de ce que d'aucuns désignent par le vocable d'"Islam de marché". Ainsi

font-ils leur la culture d'entreprise, la mondialisation néolibérale, reprenant à leur compte la rhétorique du marché. A contrario, à l'instar de Nadia Yassine, l'égyptienne islamiste marocaine, un courant minoritaire de l'Islam politique fait sien le discours anti-mondialiste mais en prenant soin de lui fournir l'habillage religieux adéquat. D'autres en Egypte, à l'instar d'Amr Khaled, développent de nouvelles formes de religiosité en rapport avec l'air du temps et la mode, une sorte d'Islam branché, celui des nouvelles élites pieuses, qui se veut dépolitisé. Au plan politique, ils n'hésitent pas à nouer des alliances conjoncturelles avec les mouvements démocratiques modernistes, voire laïcs – voir les exemples égyptien, syrien ou tunisien – sur le terrain de la défense des libertés contre l'autoritarisme des pouvoirs en place. Ils rendent ainsi caduc le discours des pouvoirs en place contre le terrorisme islamiste dont ils ne dénoncent jamais nommément les commanditaires. Ces derniers, qui poursuivent leur violence contre l'Etat et la société, ne s'en prennent d'ailleurs jamais aux ténors de l'Islam politique et leurs militants.

En fait, sous les apparences d'une modernisation de ses pratiques politiques et de sa volonté d'intégration de l'espace public, l'Islam politique a longtemps assumé une fonction de vitrine politique de l'islamisme radical, et ce, quand bien même il

s'en défend. Aujourd'hui, il feint de se démarquer des djihadistes salafistes, il les appelle à rentrer dans le rang, à cesser la violence, leur expliquant que cela ne sert à rien, parce que la situation a changé et rend possible d'autres formes de lutte plus en adéquation avec l'époque, tout en se portant garant, après négociations avec le pouvoir en place, de leur retour sans risque au sein de la société. On assiste ainsi à cette incroyable imposture où ceux qui, par leur discours, ont créé les conditions de la violence, se présentent aujourd'hui comme les artisans du retour à la paix, allant jusqu'à accuser ceux qui se sont opposés aux islamistes radicaux et qui demandent justice, de vouloir perpétuer la "guerre civile".

Comment dévorer le Petit Chaperon rouge démocrate

En conclusion, on assiste à un islamisme s'inscrivant dans une logique d'intégration au pouvoir et à l'économie mondiale et d'adaptation, développant de nouveaux modes d'expression touchant à tous les domaines de la vie sociale, y compris sur des sujets tabous comme la sexualité, par lesquels l'Islam politique cherche à faire passer son message politico-religieux, et participe de ce fait, d'une gigantesque entreprise de brouillage des repères. Leur démarche rappelle celle du loup qui se déguise en grand-mère pour dévorer le naïf Petit Chaperon

rouge. En effet, le vernis démocratique dont se parent les islamistes ne doit pas tromper. Rien dans leur discours ne dit qu'une fois parvenus au pouvoir par la voie des urnes, ils ne refermeront pas la parenthèse démocratique.

Par exemple, en modifiant les règles institutionnelles. D'autant que dans l'actuelle Constitution, il n'existe pratiquement aucun garde-fou constitutionnel devant empêcher les islamistes de changer les règles du jeu démocratique avec l'appui de la fraction islamo-conservatrice du FLN. Cette dernière n'a d'ailleurs pas renoncé à réformer la Constitution, sans dire dans quel sens elle compte modifier la Loi fondamentale, en tout cas certainement pas dans le sens d'un renforcement des libertés démocratiques et citoyennes. Elle l'aurait clamé haut et fort et on le saurait.

Le discours des démocrates est inaudible

Dans ces conditions, quel profit comptent en tirer ces forces démocrates qui ont décidé de participer aux élections législatives alors que la régularité du scrutin risque de ne pas être garantie. Même le MSP s'en inquiète. L'argument selon lequel il faut occuper le terrain pour ne pas laisser le champ libre aux islamistes et aux autres forces conservatrices ne tient pas la route. La puissance électorale des partis démocrates dont chacun connaît la faiblesse de

Par Hassane Zerrouky

l'ancrage sociopolitique est un leurre. Comment peut-il en être autrement quand sur de nombreux sujets touchant au vécu du citoyen – libertés de la presse et syndicales, loi sur les hydrocarbures, coût de la vie, chômage, etc. – ils ont été pratiquement absents. Comment peut-il en être autrement quand on sait que le développement des organisations de la société civile a été plus que jamais entravé. Certes, s'ils peuvent invoquer pour excuse le verrouillage du champ politique et médiatique qui, par ailleurs, perdure, il n'en reste pas moins que dans les conditions socio-politiques présentes, leur discours risque d'être inaudible.

Pour toutes ces raisons, il est fort à craindre que la participation de ces forces démocrates aux élections sans être assurée d'un minimum de conditions ne se résume qu'à une réponse aux sollicitations du pouvoir politique, et ce, quand bien même il leur accorderait un quota de députés. Et légitimer ainsi par leur participation minoritaire au Parlement une présence islamiste dont le but politique est connu et ne souffre aucune ambiguïté, alors qu'une démocratie fondée sur une séparation du religieux et du politique reste plus que jamais le vrai objectif à construire, et conditionne toute élection libre sans risque de mettre en danger l'avenir du pays.

H. Z.